Corribert : finances de la commune

Commune · Marne (51) · 65 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Corribert affichait un encours de dette de 32 k€, soit 497 € par habitant, une épargne brute égale à 34,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,6 ans.

Dette par habitant
497 €
32 k€ au total

Capacité de désendettement
1,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
34,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
580 € / hab.
38 k€ au total

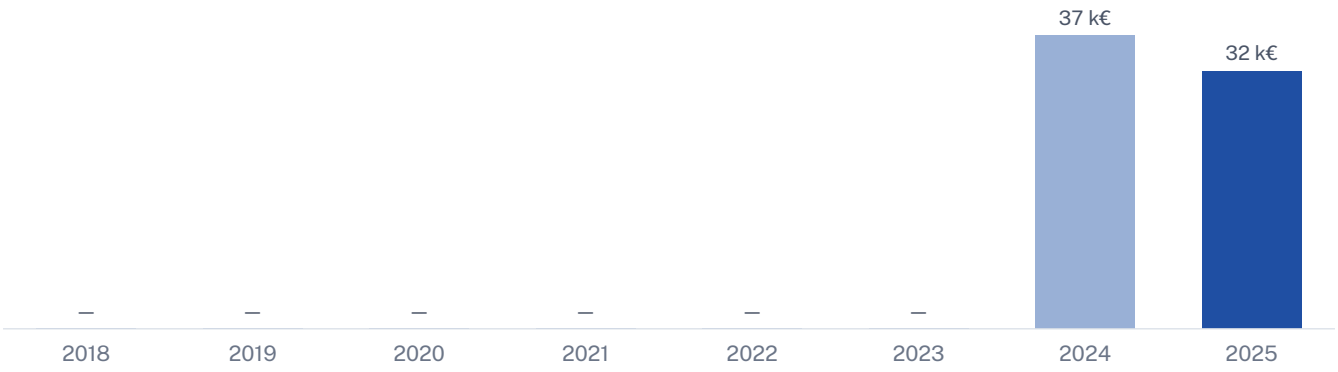
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	580 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	14,5 %	84 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	34,6 %	307 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	497 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	0 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	178 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 0 € en 2018 à 32 k€ en 2025. Valeur la plus haute : 37 k€ en 2024 ; la plus basse : 0 € en 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	0 €	40,6 %	0 ans	70 k€
2019	0 €	23,6 %	0 ans	350 €
2020	0 €	50,7 %	0 ans	635 €
2021	0 €	27,1 %	0 ans	16 k€
2022	0 €	43,4 %	0 ans	0 €
2023	0 €	40,4 %	0 ans	55 k€
2024	37 k€	31,5 %	2,3 ans	117 k€
2025	32 k€	34,6 %	1,6 ans	0 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Corribert	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	497 €	291 €	+70,5 %
Impôts locaux par habitant	178 €	306 €	−41,8 %
Frais de personnel par habitant	84 €	119 €	−29,3 %
Investissement par habitant	0 €	309 €	−100 %
Taux d'épargne brute	34,6 %	9,7 %	
Capacité de désendettement	1,6 ans	0,5 ans	

Jumelles : Ambonville (52), Petit-Failly (54), Marthemont (54), Aubilly (51), Soréac (65), Lubécourt (57), Saint-Sauveur-de-Ginestoux (48), Chenois (57), Sérempuy (32), Broussey-en-Blois (55). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	58	65	+12,1 %	−1,6 %
Dette par habitant	0 €	497 €	—	−30,3 %
Impôts locaux par habitant	143 €	178 €	+24,4 %	+34,5 %
Frais de personnel par habitant	206 €	84 €	−59,2 %	+18,3 %
Taux d'épargne brute	23,6 %	34,6 %	+11 points	−1,7 point
Capacité de désendettement	0 ans	1,6 ans	+1,6 an	−0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 019 €		1 423 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Corribert	Comparaison
Habitants (2023)	66	+13,8 % depuis 2012 (département : −1 %)
65 ans ou plus (2023)	14,9 %	département : 21,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 5,2
Salariés du secteur privé (2025)	0	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

50 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 0 emplois, soit 0 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	3,4 %	1,3 %	—
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0 %	5,7 %	6,6 %	—
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	15,8 %	20,1 %	—
Professions intermédiaires	55,6 %	25,6 %	26,4 %	—
Employés	11,1 %	26,9 %	26,1 %	—
Ouvriers	33,3 %	22,6 %	19,5 %	—

Professions les plus exercées par les habitants : Grand Est

Profession	Habitants (environ)	Part
Infirmiers en soins généraux salariés	41 560	1,8 %
Aides-soignants	41 560	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 610	1,7 %
Ouvriers du nettoyage	40 040	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 540	1,5 %
Conducteurs de poids lourds	33 880	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	33 820	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	31 800	1,4 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	27 950	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	26 970	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	26 170	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	23 860	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Marne (51)) : 26 486 au moins, dont 34,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	10 393	26,1 %
Agriculteurs	1 160	37,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	760	61,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	612	33,8 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	471	45 %
Serveurs de cafés restaurants	429	22,6 %
Aides-soignants	420	44,3 %
Caissiers	418	6,5 %
Employés de libre service	413	22 %
Agents d'entretien de locaux	394	40,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Corribert
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	4 566 € pour 1 projet
Par habitant	70 € (communes de même taille : 310 € ; département : 148 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	30 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.